

Souveraineté numérique: attention au mirage américain

INFRASTRUCTURES Les géants états-uniens du secteur multiplient les investissements massifs en Europe sans cesser de mettre en avant leur apport à son indépendance technologique. Mais il n'en est rien

ANOUGH SEYDTAGHIA

Il devient compliqué de suivre le rythme, tant les annonces s'enchaînent à un rythme effréné. Jour après jour, les géants américains de la technologie multiplient les promesses d'investissements en Europe. A coups de dizaines de milliards de dollars, ils empilent les annonces pour les créations de nouveaux centres de données sur le continent. Ils ne se contentent pas de cela: souvent, ils les saupoudrent de déclarations enflammées pour le continent, assurant contribuer à sa souveraineté numérique. On va le voir, il s'agit d'un écran de fumée.

Mardi, Microsoft annonçait par exemple l'investissement de 10 milliards de dollars dans un mégacentre de données au Portugal pour développer ses infrastructures dédiées à l'intelligence artificielle (IA). En son cœur œuvreront 12 000 puces de Nvidia. La veille, c'est Google qui s'illustrait. Il présentait un plan d'investissement de 5,5 milliards d'euros qui s'étendra jusqu'en 2029, avec là aussi la création d'un nouveau centre de données. Ce sera «le plus grand programme d'investissement de Google à ce jour en Allemagne» a annoncé Google.

Ce n'est pas tout. Il y a deux semaines, Amazon annonçait plus de 1,4 milliard d'euros aux Pays-

Bas, là aussi autour de l'intelligence artificielle. Et en septembre dernier, Google et Microsoft avaient annoncé des investissements massifs en Grande-Bretagne en parallèle à la visite de Donald Trump sur place: 6,8 milliards de dollars en deux ans pour le premier, 30 milliards de dollars pour le second d'ici à 2028.

On pourrait allonger la liste, mais intéressons-nous maintenant aux propos tenus en marge de ces annonces. «Un avenir numérique souverain doit être construit en Europe, pour l'Europe. Cela suppose des investissements profonds et structurels dans les économies locales, la création d'emplois et un écosystème technologique européen dynamique», affirmait Marianne Janik, vice-présidente de Google Cloud pour l'Europe du Nord, lors de l'annonce pour l'Allemagne.

Abus de langage

Le 5 novembre, Microsoft annonçait «une nouvelle vague de capacités de souveraineté pour l'Europe et la Suisse». Le groupe établissait un «conseil d'administration européen, composé exclusivement de ressortissants européens, supervisant toutes les opérations des centres de données conformément au droit européen, plaçant ainsi l'infrastructure cloud de l'Europe entre les mains des Européens». En juillet, Brad Smith, président du groupe, avait asséné ceci: «Nous nous engageons sans réserve à défendre la souveraineté et les données européennes».

Ces affirmations devraient être comme du miel aux oreilles des

dirigeants politiques européens conscients du retard du continent en matière d'infrastructure cloud. Mais l'emploi à outrance du mot «souveraineté» dans la communication des géants américains est une vaste supercherie. Comment qualifier ces infrastructures de souveraines pour l'Europe alors qu'elles demeurent totalement sous le contrôle de Microsoft, Google ou Amazon? En réalité, quand ces empires du numérique parlent de «souveraineté numérique européenne», ils veulent dire «hébergement local et conformité apparente», pas indépendance juridique ni autonomie technologique.

Personne ne peut rivaliser avec les «hyperscalers»

Pourquoi autant de centres de données sont-ils créés ici? Car la demande sur le continent est forte: posséder une infrastructure proche de 400 millions de consommateurs du continent réduit le temps de latence. Il y a une logique économique à investir autant en Europe. Mais attention: ces dépenses sont sans commune mesure avec les centaines de milliards de dollars dépensés sur sol américain dans de gigantesques centres de données.

Il faut aussi fortement relativiser la notion de contrôle des données. Certes, Microsoft, Google et Amazon, avec leurs nouvelles capacités sur le continent, peuvent garantir que ces données restent phy-

siquement en Europe. Mais elles demeurent sous le contrôle de ces géants, qui restent soumis au fameux Cloud Act américain, pouvant les forcer à divulguer des données sur demande de Washington. A priori, posséder un conseil d'administration 100% européen n'y change rien: Microsoft reste bel et bien américain.

De la poudre aux yeux

Il y a certes des alliances entre firmes américaines et acteurs européens. On a ainsi vu, début novembre, Nvidia et Deutsche Telekom annoncer une «usine IA souveraine» en Allemagne pour 1 milliard d'euros. Certes, l'opérateur allemand semble avoir le contrôle de ce centre. Mais la dépendance aux puces de Nvidia demeure totale. Et Deutsche Telekom n'aura à lui seul pas la possibilité de régater avec les géants américains du cloud.

Ce qui nous amène au dernier point, celui de l'échelle. Aujourd'hui, aucun acteur 100% européen, tels OVH, Exoscale, Orange ou l'initiative européenne Gaia-X, n'a la puissance d'un Amazon ou Microsoft. La présidente de la messagerie Signal, Meredith Whittaker, le reconnaissait récemment: pour assurer un service de qualité au niveau mondial, personne ne rivalise avec ces géants, appelés *hyperscalers*.

Bien sûr, les acteurs européens peuvent se renforcer, des alliances continentales peuvent se concrétiser. Mais aujourd'hui, lorsque les multinationales américaines viennent dire en Europe qu'elles renforcent sa souveraineté numérique, ce n'est que de la poudre aux yeux. Ou un marketing très léché. Rien d'autre. ■